

Gauche Indépendante

Robert HARANG-TIERCIN

Avocat au Barreau de Versailles - Docteur en Droit

Remplaçant éventuel :

Louis BATIFORT

Maire de Bièvres

Citoyennes, Citoyens !

Elue en Janvier 1956, l'Assemblée Nationale s'est effondrée dans les conditions dramatiques que vous connaissez.

Déjà, la précédente Assemblée, incapable d'aller jusqu'au bout de son mandat, avait dû être dissoute.

Pourquoi ces effondrements ?

Les partis devraient être, selon la pensée de Gambetta, une réunion d'hommes, épris d'un même idéal, attachés à rechercher, puis à répandre pour chacun des grands problèmes économiques et sociaux, des solutions qui leur paraissent souhaitables.

En ce sens ils sont indispensables. Ils sont l'essence de la Démocratie, et quel que soit celui d'entre eux auquel nous appartenons, il est juste, il est souhaitable que nous y restions.

Mais les Partis, par un abus presque insensible de leurs pouvoirs et de leur rôle, ont fini par imposer à la Nation leur omnipotence, leur irresponsabilité et leur impuissance.

Par l'intransigeance de leur doctrine ou de leurs chefs, supprimant la liberté au nom même de la liberté, ils sont devenus un joug insupportable à la pensée individuelle.

Pour des raisons d'opportunité électorale, de soucis de recrutement, de concurrence entre leurs "leaders", ils se sont si singulièrement divisés qu'on ne retrouve même plus, dans chacune de leurs nouvelles tendances, les idées des fondateurs, ni les raisons historiques de leur fondation!

Mais il y a pire!

Les élections - personne désormais n'en saurait douter - sont dirigées, orchestrées par un certain nombre d'hommes ou de groupes qui, véritables Bureaux de Placement pour Candidats se flattent d'imposer à l'électeur le choix de son élu!

Unis dans une alliance provisoire qui durera le temps de la campagne électorale, des hommes que tout sépare, qui n'ont ni le même idéal, ni la même philosophie politique et morale, ni les mêmes tendances, disposent des voix du corps électoral comme de leur propriété personnelle !

Ici, on impose un candidat. Ailleurs on en oblige un autre - parfaitement honnête et valable - à se retirer au bénéfice d'un troisième! On abandonne telle circonscription à l'adversaire pour que l'adversaire ne vienne pas vous gêner dans telle autre! Etrange mélange de duplicité et de cynisme qui est bien la marque la plus éclatante du mépris dans lequel, dans le secret de leur cœur, nos politiciens tiennent leurs électeurs.

Et tout ceci n'est encore qu'une comédie assez écœurante!

Mais voici le drame:

Ces hommes que le seul et frénétique désir d'assurer leur élection ou leur réélection avait arbitrairement réunis, se retrouvent à l'Assemblée et parce qu'ils n'ont aucune idée commune ne peuvent se mettre d'accord sur rien !

Alors, à nouveau, encore et toujours! c'est le discrédit et l'impuissance de l'Assemblée!

C'est le discrédit et l'impuissance de la France !

De cette impuissance, on connaît les résultats.

Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, il est clair que, si l'on n'y met bon ordre, la Cinquième République tombera comme est tombée la Quatrième.

On a prétendu avoir abattu un "Système" désastreux et néfaste et c'est vrai

Pense-t-on vraiment, établir un «Système» meilleur en chargeant les responsables du premier d'être les constructeurs du second?

* *

Telles sont, Citoyennes et Citoyens, les considérations graves qui m'ont déterminé, à la demande d'amis fidèles, à me présenter à vos suffrages.

La présence à mes côtés et l'appui de Monsieur BATIFORT, Maire de Bièvres, dont on sait la considération dans laquelle le tiennent les habitants de son Canton m'a été un puissant encouragement.

Je précise ici (trop brièvement, faute de place) les lignes essentielles d'un programme politique, aussi nettement détaché des doctrines collectivistes qui isolent le Prolétariat dans la Nation, que du conformisme social de la droite, si habile à camoufler, sous les fallacieux dehors d'un libéralisme de façade, ses intérêts permanents et ses connivences avec les grands trusts.

Si votre suffrage m'y porte, je serai avec beaucoup de fierté, de fidélité et de courage votre Représentant au Parlement.

Ensemble, nous participerons à la construction d'un avenir meilleur dans une France digne de son grandiose passé et de son destin !

R. H-TIERCIN

PROGRAMME

ALGERIE :

Contre : l'Intégration

Pour : la reconnaissance du " fait " algérien et l'octroi à l'Afrique du Nord de son Autonomie interne dans un cadre d'Association sans séparation de la Métropole.

Pour : l'arrêt des combats par la négociation, selon les moyens suggérés par le Chef du Gouvernement et les conditions historiques du moment.

FINANCES : Diminution des Impôts *Indirects*, particulièrement injustes et lourds pour les salariés et les classes moyennes.

Réforme fiscale urgente - *Lutte réelle* contre la fraude.

SALAIRES : Lutte contre la récession qui menace, par la politique du plein emploi, du salaire garanti, du droit au travail ; par l'entreprise de grands travaux *rentables* d'intérêt public.

COMMERCE et ARTISANAT : Arrêt du dirigisme inutile et vexatoire et d'autant plus paradoxal qu'on n'ose pas s'attaquer aux Ententes et aux Cartels ! Protection et défense de l'**outil de travail** c'est à dire du fonds de Commerce et de l'atelier artisanal.

AGRICULTURE : Lutte pour conserver à la classe rurale son **importance démographique**. Eviter à tout prix la rupture de l'équilibre *Agriculture - Industrie* qui amènerait la ruine de la première et la gêne de la seconde ;

Lutte contre les Intermédiaires : par la création multipliée de " Gares - Marchés " du type Montlhéry ou Montauban ; par le développement des ventes aux enchères publiques des fruits et légumes ; par l'extension du rôle des Coopératives.

Lutte contre les Trusts Agricoles qui maintiennent au minimum les prix agricoles et déconsidèrent par leurs agissements les produits français sur les marchés étrangers. Révision immédiate de la politique française du blé.

LOGEMENT : Lutte contre la spéculation des sociétés financières. Construction en priorité en vue de la *location*. Aide et primes accélérées, compte tenu des charges familiales.

Contre le Cumul des Mandats : Interdiction d'être - *en même temps* - Maire, Conseiller Général et Parlementaire, c'est à dire de représenter - *en même temps* - des intérêts souvent contradictoires et même opposés,

Je m'engage, en cas d'élection, à ne solliciter aucun autre mandat politique.